

# En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'accès à la qualification reste un enjeu prioritaire

Entre 18 et 25 ans, les jeunes achèvent leurs études et entrent dans la vie active. Cette transition est loin d'être linéaire. D'une part, le salariat en cours d'études n'est pas négligeable. D'autre part, inactivité et chômage en fin d'études sont fréquents. Ces difficultés sont accrues en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Les politiques publiques d'accès à l'emploi sous forme d'actions de formation ou d'emplois aidés y sont particulièrement nécessaires. Parallèlement, la part de population diplômée de l'enseignement supérieur est élevée en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Jean-Jacques Arrighi, Stéphanie Durieux, Insee  
Adeline Petrovitch, Observatoire Régional des Métiers

## De nombreuses transitions difficiles vers l'emploi

Parmi les 208 000 jeunes de 18 à 25 ans qui poursuivent leurs études en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012, 47 000 occupent parallèlement un emploi et 11 000 en recherchent un. Ces étudiants salariés ou en recherche d'emploi ne sont pas exclusivement inscrits dans l'enseignement supérieur : 20 500 n'ont pas le baccalauréat et poursuivent des formations de niveau secondaire. Ce salariat en cours

d'études n'est pas propre à la région. Les proportions moyennes observées en France métropolitaine sont très proches.

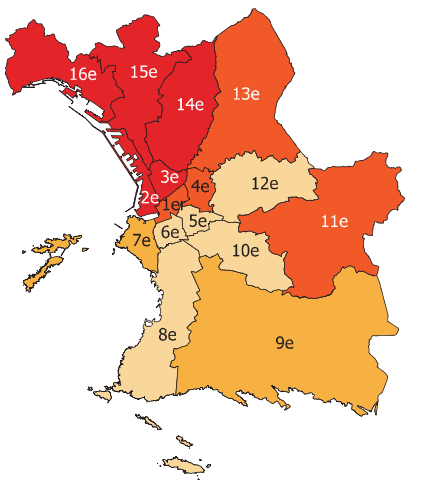
En revanche, la part des jeunes qui connaissent une transition études-emploi incertaine singularise Provence-Alpes-Côte d'Azur : 110 000 jeunes, qui ne poursuivent ni études ni formation, sont inactifs ou au chômage. Ils représentent 24,6 % des jeunes de 18-25 ans dans la région, contre 21,7 % en moyenne en France métropolitaine. En Paca, cette transition vers l'emploi

est particulièrement difficile dans certaines parties du territoire, où elle concerne près de 3 jeunes sur 10 (figure 1). Ces zones correspondent à l'implantation de sept « missions locales » : Cogolin, Le Luc et Brignoles dans le Var ; Avignon et Valréas dans le Vaucluse ; Martigues et Arles dans les Bouches-du-Rhône. D'autres missions locales sont situées dans des zones presque autant affectées : dans l'est du Var (Fréjus, Draguignan), du Vaucluse (Carpentras, Pertuis), autour de l'Étang-de-Berre, à Toulon et dans les quartiers nord de

### 1 Une insertion des jeunes particulièrement difficile dans le Vaucluse et le Haut-Var

Part de jeunes non insérés (ni en études, ni en emploi) parmi l'ensemble des jeunes de 18 à 25 ans selon les territoires des missions locales de Paca en 2012

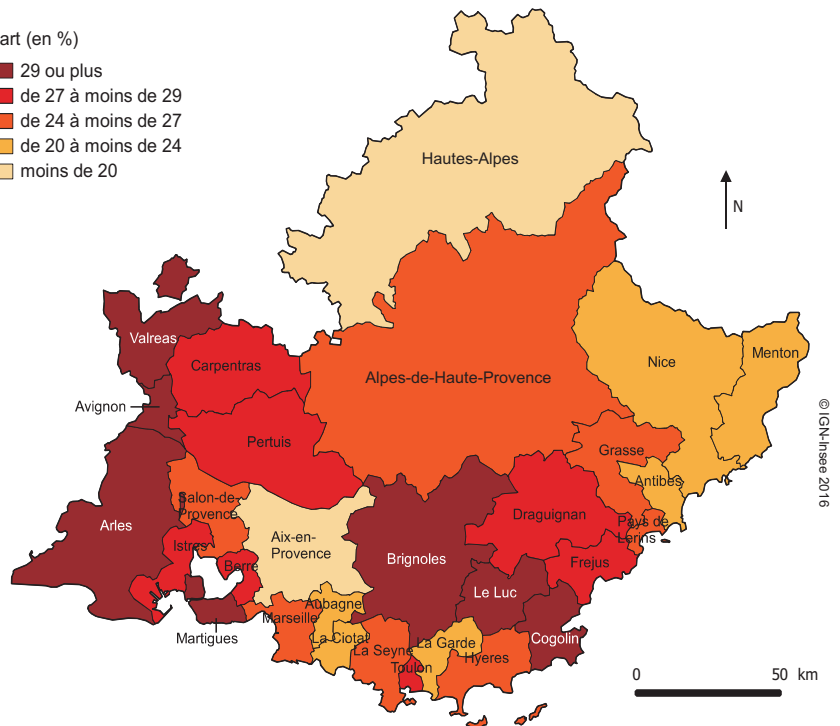
Les arrondissements de Marseille



France métropolitaine : 21,7 %  
Paca : 24,6 %  
Marseille : 25,4 %

Part (en %)

- 29 ou plus
- de 27 à moins de 29
- de 24 à moins de 27
- de 20 à moins de 24
- moins de 20



Source : Insee, Recensement de la population 2012

Marseille. Dans l'ensemble de ces territoires, l'accès des jeunes au marché du travail est particulièrement problématique. Il l'est moins dans les Hautes-Alpes, à Aix-en-Provence, dans l'est des Alpes-Maritimes (Nice, Menton, Antibes), à l'est de Toulon (La Garde) et dans la partie est de la métropole Aix-Marseille Provence (Aubagne, La Ciotat). Dans un marché du travail difficile pour tous, le défaut de qualification de certains jeunes à l'issue de leur scolarité constitue un handicap supplémentaire souvent très lourd.

### Un décrochage scolaire trop fréquent

Les jeunes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, comme ceux de Nord-Pas-de-Calais - Picardie, terminent trop souvent leur scolarité sans diplôme (17 %). À l'exception de la Corse, il s'agit du taux le plus élevé de France (14 %). La géographie de ce décrochage scolaire est très proche de celle des difficultés d'insertion. Le Vaucluse, particulièrement autour d'Avignon, est le département le plus touché de la région, avec près d'un jeune de 20-29 ans sur cinq sans diplôme ; on retrouve également l'arrière-pays varois de St-Tropez à Brignoles, Arles, les quartiers nord de Marseille...

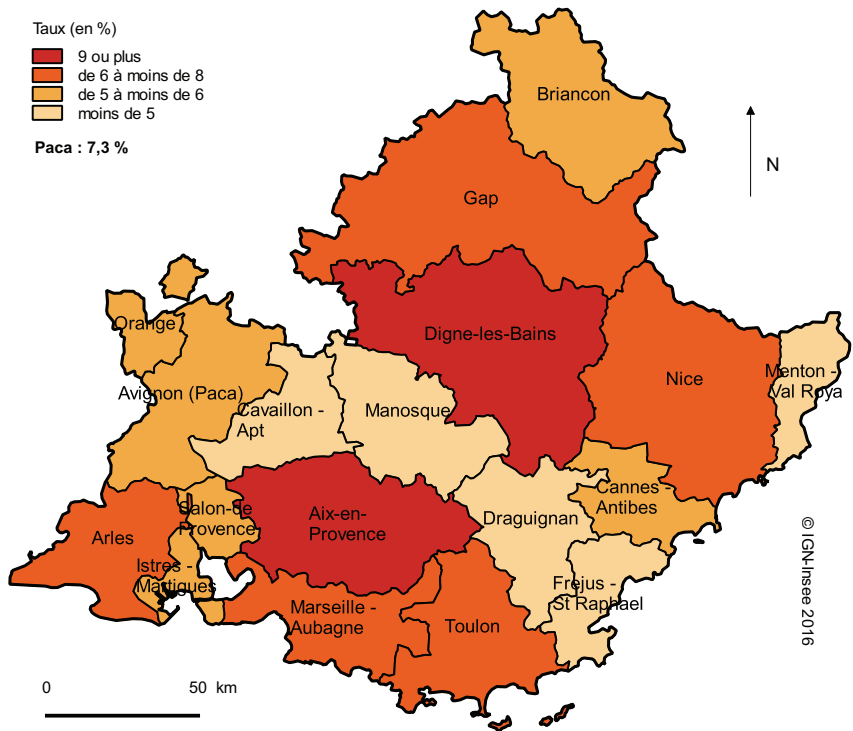
La fréquence de cet abandon précoce de scolarité est associée à certaines caractéristiques des ménages et de leurs conditions de vie : surreprésentation des familles monoparentales et des familles nombreuses, taux de chômage élevé des parents, précarité des emplois, fort taux de pauvreté, forte proportion d'adultes sans diplôme. Ces phénomènes interdépendants participent à leurs propres reproductions sur les territoires concernés. Le décrochage scolaire constitue donc un enjeu majeur des politiques publiques en Paca. Pour le combattre ou du moins en atténuer les effets, des alternatives à l'enseignement général existent. Elles permettent d'accéder plus rapidement à des qualifications professionnelles certifiées en mobilisant des compétences plus concrètes et d'entrer dans des réseaux professionnels. Elles visent aussi à restaurer une « estime de soi » dégradée par l'échec scolaire et néanmoins indispensable dans le contexte de concurrence pour l'emploi.

### Une formation professionnelle initiale peu présente dans certains territoires

Héritiers d'initiatives locales du siècle dernier, les établissements scolaires d'enseignement professionnel ne sont pas forcément implantés dans les territoires qui présentent aujourd'hui les déficits

## 2 L'enseignement professionnel en lycée peu présent sur la diagonale Fréjus-Orange

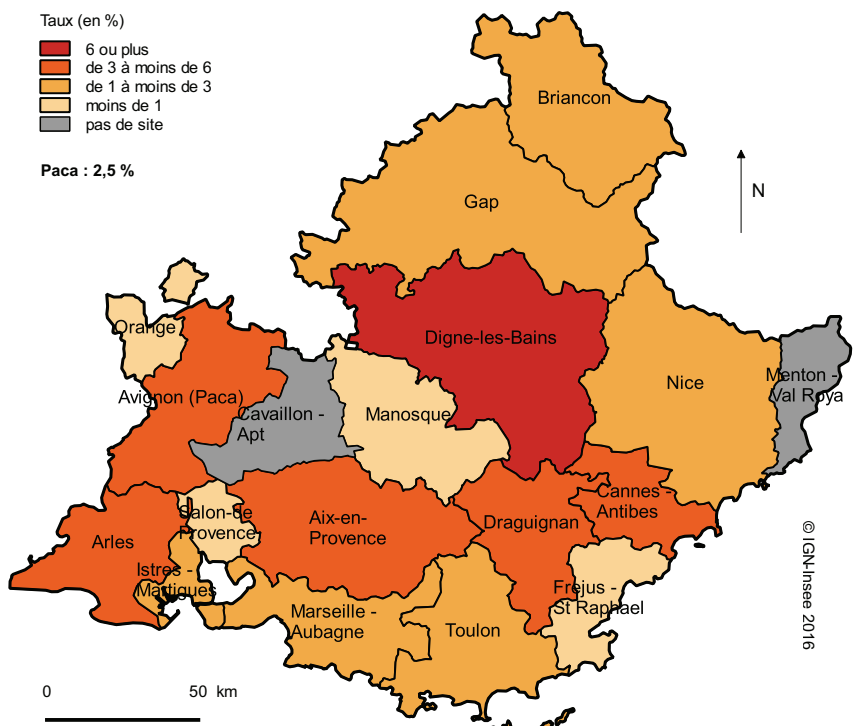
Taux d'accès à l'enseignement professionnel selon les zones d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012



Note : nombre d'élèves et étudiants inscrits en dernière année de formation professionnelle durant l'année scolaire 2012-2013 dans la zone d'emploi rapportée au nombre de jeunes âgés de 16 à 25 ans résidant dans la zone en 2011.  
Sources : Ministère de l'Éducation nationale-DEPP ; Draaf ; Drees ; Insee - Traitement ORM

## 3 L'apprentissage plus présent dans l'arrière-pays et dans la Vallée du Rhône

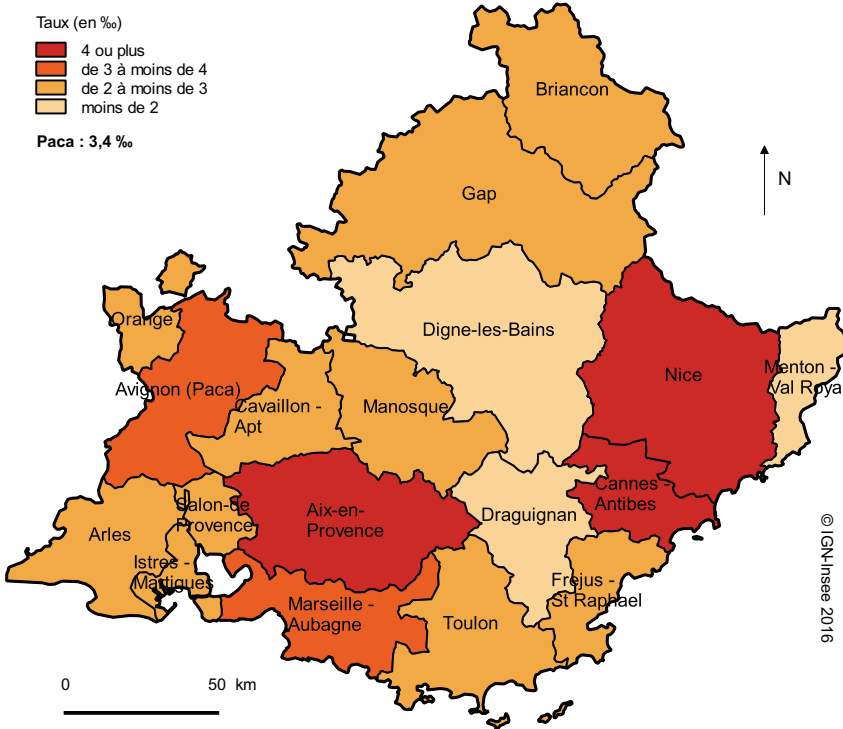
Taux d'accès à l'apprentissage selon les zones d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012



Note : nombre d'apprentis inscrits en dernière année professionnelle dans un centre de formation de la zone d'emploi au 31 décembre 2012 rapporté au nombre de jeunes de 16 à 25 ans résidant dans la zone en 2011.  
Sources : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Insee - Traitement ORM

**4 Les contrats de professionnalisation, plutôt dans les grandes aires urbaines de Paca**

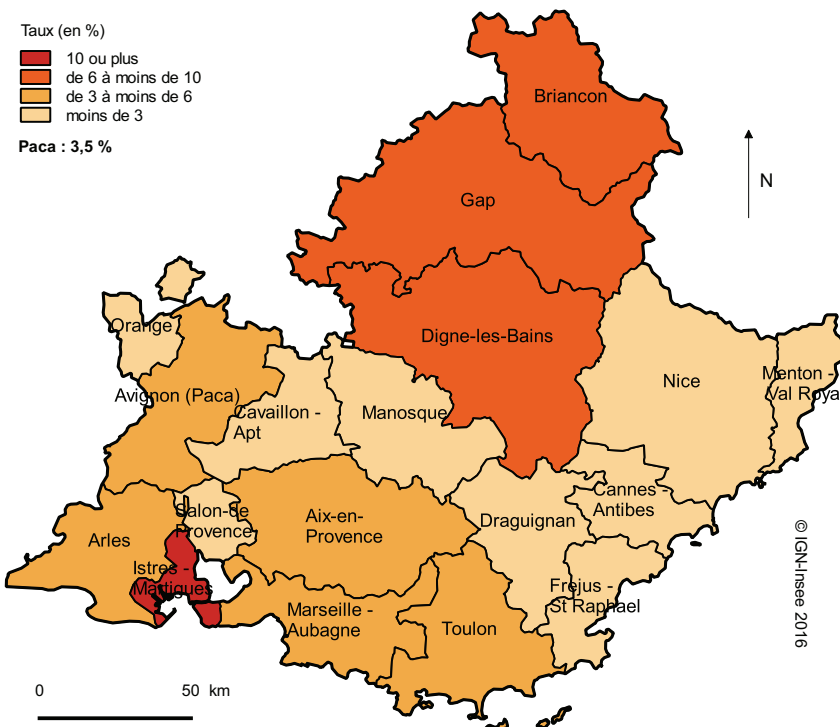
Taux d'accès aux contrats de professionnalisation selon les zones d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012



Note : nombre de contrats de professionnalisation signés avec un employeur de la zone d'emploi en 2012 rapporté au nombre d'actifs âgés de 15 à 64 ans résidant dans la zone en 2011.  
Sources : Dares ; Direccte Paca ; Insee-Traitement ORM

**5 La formation continue des demandeurs d'emploi très présente autour de l'Étang-de-Berre et dans les Alpes**

Taux d'accès à la formation continue des demandeurs d'emploi selon les zones d'emploi de Paca en 2012



Note : nombre de stagiaires de la formation continue inscrits dans un organisme de formation de la zone d'emploi en 2012 rapporté au nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans une agence de Pôle emploi de la zone en 2011.  
Sources : Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; DR AFPA Paca ; Pôle emploi Paca ; Direccte Paca - Traitement ORM

d'insertion les plus marqués (figure 2). Pour les jeunes en échec dans la voie générale, les alternatives d'accès à la qualification via l'enseignement professionnel sont nombreuses dans les zones d'emploi d'Aix-en-Provence et de Digne-les-Bains, et dans une moindre mesure dans celles de Gap, Nice, Toulon, Marseille-Aubagne et Arles. En revanche, dans le reste du département du Var et dans celui du Vaucluse, où se trouvent les territoires les plus affectés par les sorties sans diplôme, la possibilité de poursuivre sur place une formation professionnelle scolaire est plus faible. Parallèlement, les formations en apprentissage ne sont significativement présentes que dans les zones d'emploi d'Avignon et de Draguignan (figure 3). En conséquence, la voie professionnelle en formation initiale est difficilement praticable pour les jeunes dans cinq zones d'emploi de la région (Orange, Cavaillon-Apt, Manosque, Menton et Fréjus-St Raphaël). Dans ces zones, l'abandon scolaire et les fins de scolarité sans diplôme sont très fréquents.

**Les contrats de professionnalisation, plutôt dans les PME et dans les grandes agglomérations**

Autre voie de formation professionnelle en alternance sous contrat de travail, financièrement encouragée par l'État mais gérée exclusivement par les partenaires sociaux, le contrat de professionnalisation est désormais ouvert à tous les âges. Néanmoins, il demeure très majoritairement utilisé par les entreprises pour intégrer des jeunes : 85 % des bénéficiaires ont moins de 25 ans et ils sont généralement déjà titulaires d'un baccalauréat. Cette formule très présente dans la grande distribution et dans les services, est souvent mobilisée par des PME en croissance installées dans les grandes aires urbaines (figure 4). Les opportunités les plus nombreuses sont situées dans les zones d'emploi d'Aix-en-Provence, de Cannes-Antibes et de Nice. Elles sont également significatives dans les autres zones d'emploi urbaines de la région, à l'exception toutefois de celle de Toulon. Ces formations sont en revanche plus rares dans les zones d'emploi plus rurales autour des villes moyennes.

**La formation continue des demandeurs d'emploi, rare sur la diagonale Fréjus-Orange**

Constituée d'actions de formation récurrentes ou ponctuelles, au plus près des besoins exprimés par les actifs et par les entreprises, la formation continue qualifiante des

demandeurs d'emploi jeunes ou adultes est pilotée par la Région qui en finance l'essentiel des coûts. Les initiatives sont locales. Elles sont proposées par des organismes de formation, qui en principe transforment les demandes latentes des entreprises et des demandeurs d'emploi en propositions concrètes d'actions de formation. Ces dernières sont financées ou non, en fonction des priorités validées dans le programme régional de formation professionnelle et du nombre d'inscriptions assurées. Parallèlement, depuis 2009, Pôle emploi et les partenaires sociaux par l'intermédiaire des OPCA (Organisme Paritaire Collecteur Agréé), accentuent leur présence dans le champ de la formation sous forme d'actions opérationnelles. D'une durée plus courte, elles ne visent pas nécessairement l'obtention d'une certification, mais accompagnent une embauche, une reconversion professionnelle, complètent les droits acquis dans le cadre des Comptes Personnels de Formation (CPF) ou répondent aux besoins de métiers en tension sur des territoires circonscrits.

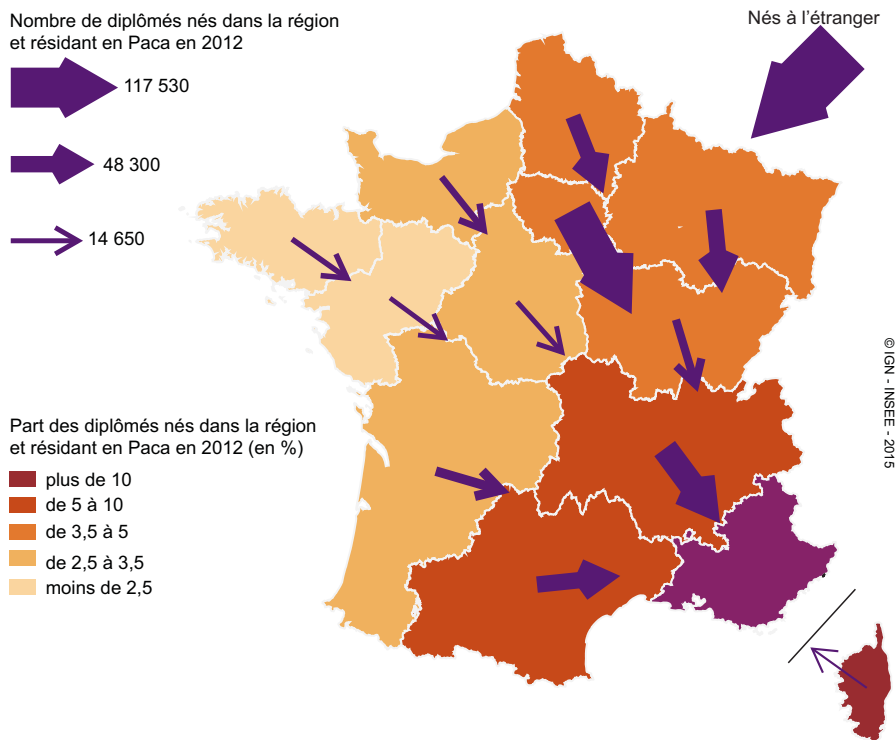
Au cours de l'année 2012, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 7 demandeurs d'emploi sur 200 ont participé à un stage de formation visant à l'obtention d'un diplôme, d'un titre ou d'un certificat de qualification professionnelle inscrit au RNCP (Répertoire national des certifications professionnelles). La localisation de ces actions est très inégalement répartie entre les différentes zones d'emploi (figure 5). Elles sont très fréquemment organisées dans celle d'Istres-Martignes, du fait de la présence d'un très grand centre de l'Afpa. Relativement au nombre des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, les formations sont également très fréquentes dans les trois zones d'emploi des Alpes (Digne-les-Bains, Gap, Briançon). Elles sont en revanche rares dans les Alpes-Maritimes, et surtout sur une « diagonale des faibles qualifications » qui traverse la région, de Fréjus à Orange en passant par Draguignan, Manosque et Cavaillon. Cette diagonale, où coexistent déficit de formation continue et insuffisance de la formation initiale, traduit géographiquement un phénomène bien connu des acteurs de la formation : la formation concerne le plus souvent les individus déjà formés.

### L'enseignement supérieur au cœur des migrations

Parallèlement à ces difficultés d'accès à une première qualification, le niveau de formation de la population a fortement progressé au cours des deux dernières décennies :

#### 6 184 000 diplômés ou étudiants du supérieur résident en Provence-Alpes-Côte d'Azur sont nés à l'étranger

Régions de naissance des étudiants et diplômés du supérieur qui résident en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012

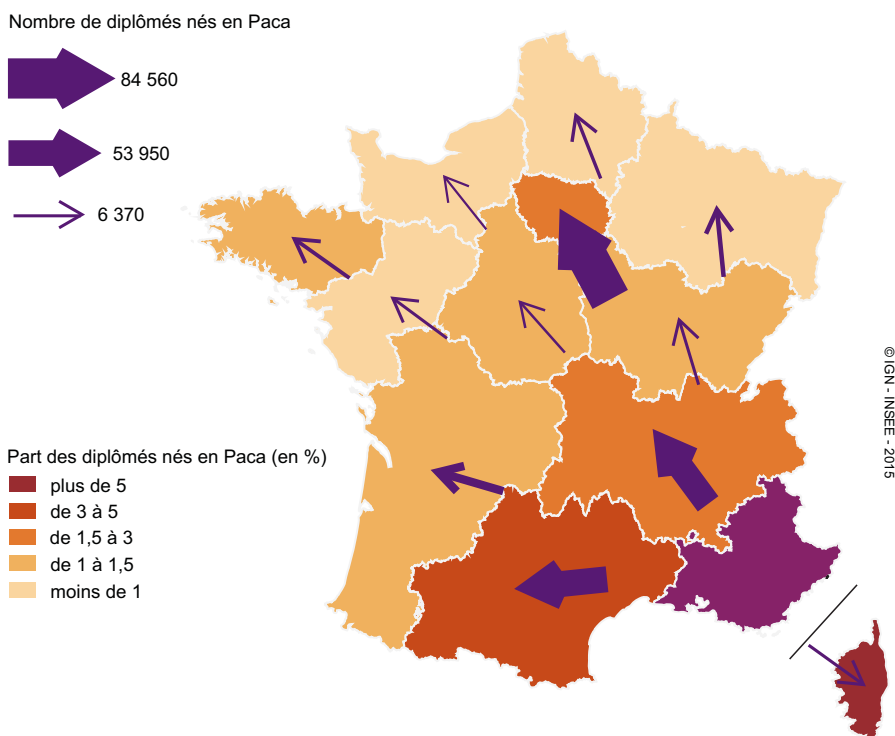


Lecture : 117 530 diplômés et étudiants du supérieur résident en Paca en 2012 sont nés en Île-de-France. Ils représentent 4,2 % des diplômés et étudiants du supérieur nés en Île-de-France. Champ : population âgée de 18 ans ou plus résidant en France.

Source : Insee, Recensement de la population 2012

#### 7 L'Île-de-France est la première destination des diplômés ou étudiants du supérieur nés en Provence-Alpes-Côte d'Azur et résidant dans une autre région en 2012

Régions de résidence en 2012 des étudiants et diplômés du supérieur nés en Provence-Alpes-Côte d'Azur



Lecture : 84 560 diplômés ou étudiants du supérieur résident en Île-de-France en 2012 sont nés en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ils représentent 2,2 % des diplômés et étudiants du supérieur résidant en Île-de-France.

Champ : population âgée de 18 ans ou plus résidant en France.

Source : Insee, Recensement de la population 2012



entre 1990 et 2012, le nombre d'adultes diplômés du supérieur ou poursuivant des études supérieures a été multiplié par 2,5 en Provence-Alpes-Côte d'Azur comme en moyenne nationale. Or, l'accès à l'enseignement supérieur s'accompagne de mobilités résidentielles fréquentes. Dans les villes moyennes, en Paca comme ailleurs, le nombre réduit d'opportunités d'enseignement supérieur conduit les jeunes à déménager pour poursuivre leurs études.

Ainsi, 61 % des étudiants originaires des Hautes-Alpes et 55 % de ceux originaires des Alpes-de-Haute-Provence poursuivaient en 2008 leurs études dans un autre département, dans ou en dehors de la région Paca. L'existence d'un pôle universitaire réduit cette émigration sans toutefois l'épuiser. Malgré l'université de Toulon, 35 % des étudiants originaires du Var étudiaient dans un autre département et, malgré l'université d'Avignon, 44 % de ceux du Vaucluse. Cette émigration concerne aussi les très grands sites d'enseignement supérieur comme Aix-Marseille

ou Nice qui ne scolarisaient en 2008 que 83 % et 79 % des étudiants originaires respectivement des Bouches-du Rhône et des Alpes-Maritimes.

Ces migrations sont compensées par des mouvements inverses. Sur les 160 000 jeunes inscrits dans l'enseignement supérieur en Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 2008, 20 000 habitaient dans une autre région de France métropolitaine cinq ans plus tôt et 7 000 résidaient à l'étranger. À la fin de leurs études, les jeunes diplômés peuvent retourner dans leur région d'origine, s'installer à proximité de leur lieu d'études ou rejoindre une nouvelle destination pour y occuper un emploi ou pour suivre un conjoint.

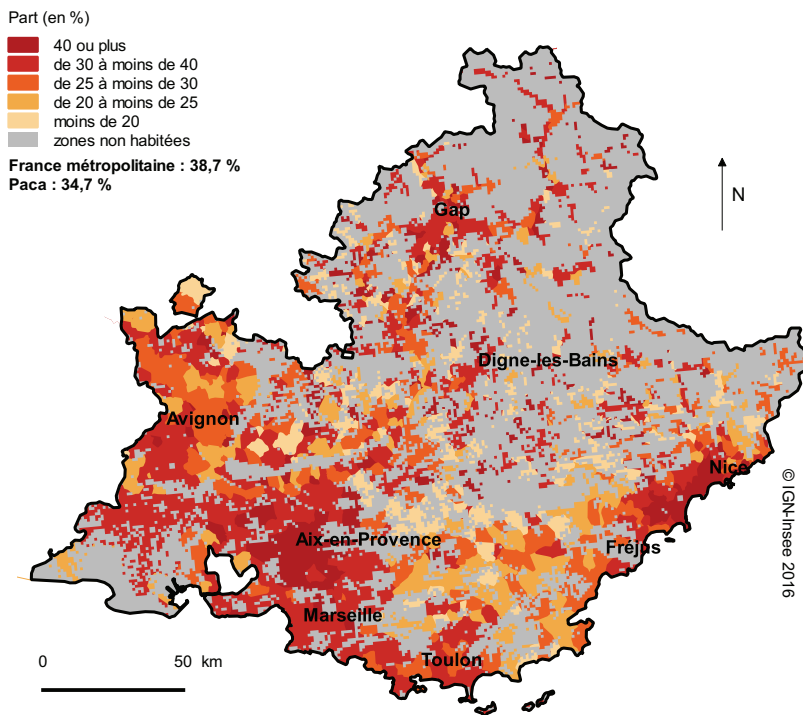
### Une région attractive pour les diplômés du supérieur

Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie largement de la mobilité des hautes qualifications. En 2012, parmi les 1 151 000 habitants de la région qui sont diplômés du

supérieur ou étudiants, plus de la moitié (647 000) ne sont pas nés dans la région ; 184 000 sont nés à l'étranger, ce qui place la région en seconde position juste après l'Île-de-France pour l'accueil de diplômés nés à l'étranger (figure 6). À l'inverse, 773 500 natifs de Paca étudiants ou diplômés du supérieur habitent une autre région ; ils résident principalement en Île-de-France (31 %) et dans les deux régions voisines, Auvergne - Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées (figure 7). Au final, Provence-Alpes-Côte d'Azur est une région plutôt attractive pour les hautes qualifications : 27 % des habitants de plus de 25 ans ayant achevé leurs études sont diplômés du supérieur ; ce qui place la région au 3<sup>e</sup> rang derrière l'Île-de-France (39 %) et Auvergne - Rhône-Alpes (28 %). Deux territoires retiennent et/ou attirent particulièrement les jeunes diplômés. Sur la Côte d'Azur, dans la plaine littorale Nice-Cannes-Antibes où, comme en Île-de-France, plus de quatre habitants sur dix âgés de 20 à 29 ans sont diplômés du supérieur. Il en va de même sur un large périmètre autour d'Aix-en-Provence (figure 8). ■

#### 8 Forte concentration de jeunes actifs diplômés du supérieur autour de Sophia-Antipolis et d'Aix-en-Provence

Part des jeunes diplômés du supérieur parmi les jeunes actifs de 20 à 29 ans en Provence-Alpes-Côte d'Azur en 2012



Note : l'indicateur représenté ici n'est pas infracommunal ; il est calculé à l'échelle des communes. Les carreaux gris sont inhabités et permettent de retirer de la représentation les zones où l'analyse est sans objet.

Source : Insee, Recensement de la population 2012

#### Pour en savoir plus

- « Cartographie des effectifs en formation professionnelle en Paca », *ORM outils d'analyse* n° 19, février 2016
- « Atlas régional : les effectifs d'étudiants en 2013-2014 », Édition 2015, DGSIP-MESR, juillet 2015
- Chauvot N., « Trois adultes sur dix sont diplômés ou étudiants du supérieur », *Insee Analyses Provence-Alpes-Côte d'Azur* n° 18, juin 2015
- « La formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi en 2012 : hausse de 6 % des entrées en formation », *DARES Analyses* n° 055, juillet 2014
- « Atlas académique des risques sociaux d'échec scolaire : l'exemple du décrochage », MEN Depp - Cereq, juin 2014
- Arrighi J.-J., Bernard J., « En Provence-Alpes-Côte d'Azur, un étudiant sur deux habite chez ses parents », *Analyse* n° 33, Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur, juin 2013